

Leonardo Tamburini



Selon le recensement national de 2012, 41% de la population bolivienne de plus de 15 ans est d'origine autochtone, bien que les projections de 2017 de l'Institut national de statistique (INE) indiquent que ce pourcentage aurait augmenté à 48%.¹ 36 peuples reconnus dans le pays, habitent les Andes principalement celles de Quechua (49,5%) et Aymara (40,6%), qui s'identifient en 16 nationalités. Dans les basses terres, la majorité sont les Chiquitano (3,6%), les Guaraní (2,5%) et les Moxeño (1,4%), qui, avec les 2,4% restants, constituent les 36 peuples autochtones reconnus.

À ce jour, les peuples autochtones ont consolidé 23 millions d'hectares sous propriété collective au titre des Terres d'origine communautaires (TCO), ce qui représente 21% de la surface totale du pays. Avec l'approbation du décret n ° 727/10, le TCO a acquis le nom constitutionnel de Territoire autochtone paysan indigène (*Territorio Indígena Originario Campesino* - TIOC). La Bolivie a ratifié les principales conventions internationales relatives aux droits de l'homme, elle est signataire de la Convention n ° 169 de l'OIT depuis 1991 et la Déclaration des Nations Unies sur les droits de l'homme des peuples autochtones est pleinement en vigueur depuis l'approbation de la loi. N ° 3760, le 7 novembre 2007. Avec la nouvelle Constitution politique de l'État en 2009, la Bolivie a adopté le nom d'État plurinational.

Le gouvernement transitoire de Jeanine Áñez

Le 10 novembre 2019, la sénatrice Jeanine Áñez accède à la présidence de l'État après qu'Evo Morales ait renoncé à ses fonctions ce même jour. Cette décision aurait été prise alors que le pays était paralysé depuis 21 jours par de multiples conflits sociaux liés à des dénonciations de fraude électorale lors de l'élection présidentielle d'octobre relevées par l'Organisation des États Américains (OEA) qui appelait à l'annulation du scrutin et à l'organisation de nouvelles élections.

Ce qui a déclenché les mobilisations, ce sont les irrégularités durant le système de comptage rapide des bulletins de votes identifiées par la mission de l'OEA dans un audit

technique indépendant sollicité par le Président Morales lui-même. Les positions sont divisées sur les raisons de la démission puis de la fuite immédiate de Evo Morales : certains évoquent « un coup d'État » ; d'autres à l'inverse, une « insurrection populaire » qui aurait considéré comme illégale la candidature de Morales, celle-ci ayant outrepassé le résultat du référendum de 2016 qui avait rejeté à hauteur de 51,30% des suffrages exprimés la possibilité pour le Président sortant et au pouvoir depuis 2005 de se présenter aux élections de 2019 pour un 4^{ème} mandat consécutif.

En accord avec la Constitution², la seconde vice-présidente du Sénat Ññez occupe la Présidence du pays après la démission en chaîne des membres du gouvernement et des présidences des principales instances législatives du pays alors occupées par des représentants du parti *Movimiento Al Socialismo (MAS)* de Evo Morales. Malgré ces changements conséquents, le parti de l'ancien président conserve la majorité à la chambre des députés et au Sénat, contrôle 7 des 9 gouvernements départementaux et plus de 200 municipalités sur les 330 existantes³.

Rapidement, le nouveau gouvernement tente de mettre fin aux protestations des secteurs sociaux partisans de Evo Morales. Les manifestants sont violemment réprimés, les anciens responsables politiques et les journalistes critiques systématiquement poursuivis en justice. Cette vague répressive s'accompagne de pratiques dignes de ce que pouvaient mettre en oeuvre les gouvernements militaires d'antan, c'est-à-dire une campagne médiatique tendant à criminaliser les membres et partisans du MAS et tout ce qui se référait au « dictateur » Morales, réseaux sociaux à l'appui. Plus de 1 500 personnes furent ainsi détenues, accusées de « terrorisme », dans certains cas pour le seul fait d'avoir eu des contacts avec un responsable national ou local du MAS. Le cas le plus pathétique fût celui de la représentante légale de Evo Morales en exil, Patricia Hermosa qui, bien qu'enceinte, fût détenue plusieurs mois pour avoir entrepris des démarches afin que Morales soit candidat au poste de Sénateur pour le département de Cochabamba dans l'optique de nouvelles élections⁴. Aucun député de son parti n'a été autorisé à lui rendre visite pour témoigner de son état de santé. Les autorités gouvernementales les plus recherchées se réfugièrent dans un premier temps à l'ambassade du Mexique à La Paz. Celle-ci fût assiégée par les secteurs partisans du nouveau gouvernement auto-proclamés défenseurs de « la liberté » qui ont harcelé pendant plusieurs mois les anciens responsables politiques réfugiés dans l'ambassade et quantité d'autres à leurs domiciles dont certains ont été pillés et incendiés.

La Commission Interaméricaine des Droits Humains (CIDH) et le Haut Commissariat des Nations Unies pour les Droits Humains ont condamné cette politique dans des communiqués et des rapports qui ont relevé des actes totalement arbitraires et des décisions inconstitutionnelles comme celles qui autorisèrent l'utilisation des forces armées pour dissiper les manifestations de rue ou l'application de sanctions pour celles et ceux qui exprimaient leurs dissensions sur la gestion de la crise, tout ceci sous couvert de lutte contre le COVID-19⁵.

De son côté, le MAS n'a jamais reconnu ses erreurs politiques dans cette crise qui ont amené une partie de la population à se mobiliser en novembre 2019. Au contraire, la formation politique de Evo Morales a construit un récit autour d'une conspiration internationale présumée diligentée par les États-Unis d'Amérique qui auraient utilisé l'OEA pour justifier le « coup d'état », mettre la main sur les réserves de lithium, mettre

le pays à genoux devant les transnationales et octroyer un rôle plus important aux militaires⁶. Cette posture donnait l'occasion au gouvernement de transition de poursuivre sa persécution envers ses opposants, ses attaques et ses intimidations publiques générant ainsi une polarisation politique qui alimentait de manière continue la campagne électorale.

Mobilisations pour la convocation aux élections

Les nouvelles élections nationales prévues en mai 2020 ont été reportées à deux reprises dans le contexte de confinement sanitaire décrété à partir du 23 mars 2020. Le nouveau Tribunal Suprême Electoral⁷ a finalement déterminé la date du 18 octobre après un vaste mouvement de blocage routier de plusieurs jours qui risquait de mettre en péril l'approvisionnement en oxygène des hôpitaux. Ce mouvement aurait relevé d'actions autonomes menées par plusieurs secteurs sociaux qui ne répondaient pas aux appels de Morales exilé en Argentine à lever les barrages alors que dans le même temps, le gouvernement transitoire condamnait une mesure criminelle diligentée depuis Buenos Aires.

Ce conflit a contribué à détériorer l'image du gouvernement de transition qui n'est jamais parvenu à gérer efficacement la crise sanitaire provoquée par la pandémie. Les seules réponses de celui-ci face à la crise politique furent la diabolisation de Evo Morales, la violente répression des mouvements de contestation permanente d'une grande part de la société et le dénigrement de l'action acharnée des organismes internationaux et des pays amis garants de la pacification.

COVID-19 et peuples autochtones

La pandémie fût gérée par le gouvernement de Áñez comme si, en Bolivie, les peuples autochtones n'existaient pas⁸. Après plus de 100 jours de confinement, le secrétaire national de la Santé a rendu public un document établissant une stratégie spécifique à l'encontre de la population autochtone. Celui-ci a été remercié quelques jours plus tard. Le gouvernement transitoire a proposé deux types de bons spécifiques pour pallier à la crise économique générée par la pandémie : le bon « Panier familial » et le bon « Famille »⁹. Leur distribution s'est effectuée dans toutes les grandes villes et les villes intermédiaires. Elle a provoqué de grandes concentrations de population propices à la contagion. Les peuples autochtones n'ont pas échappé au phénomène et leurs membres ayant été cherché les subsides ont bien souvent ramené avec eux le virus dans leurs villages ou quartiers. Cela s'est également produit avec la distribution de médicaments contre le COVID-19 lorsque les fonctionnaires ou soldats effectuaient leur distribution auprès des peuples autochtones. Des communautés entières furent ainsi contaminées, ruinant ainsi tous les efforts de certaines organisations autochtones prônant l'isolement volontaire pour éviter la propagation du virus.

Plusieurs documents, sous formes de rapports ou de demandes, émanant des principales organisations autochtones du pays furent envoyées aux institutions de l'État afin que soient prises en compte des mesures culturellement adaptées au caractère plurinational de la société bolivienne. Mais jamais il n'y eût de réponse d'aucun type de la part de l'État. De leur côté, les peuples autochtones et les institutions qui les soutiennent prirent eux-mêmes une série de mesures de protection sanitaire : campagnes locales pour doter

de traitements appropriés les postes de santé, diffusion sous diverses formes d'informations relatives aux protocoles de santé préventive¹⁰, interventions humanitaires dans les territoires qui se sont déclarés en état d'urgence. La principale mesure d'autoprotection adoptée par les organisations autochtones fût l'interdiction d'entrer ou de sortir des communautés ainsi que l'incorporation au protocole de prévention les médecines traditionnelles et la connaissance de leurs effets pour renforcer les anticorps et les défenses immunitaires. Ces initiatives furent décidées de manière autonome, ne nécessitant pas d'intervention ni d'accompagnement extérieurs, ni même de conseils ou d'orientations de la médecine « officielle »¹¹.

Les élections d'octobre et le retour du MAS

Contre toute attente, tout du moins pour ceux qui pensaient que la chute de Evo Morales entrainerait le MAS dans une profonde crise et que cette force politique ne reviendrait pas de sitôt au pouvoir, les résultats des élections furent favorables au MAS. Celles et ceux qui affirmaient proposer une alternative au MAS ne sont jamais parvenus à attirer l'attention de l'électorat bolivien. L'administration de l'État continuait d'être corrompue et répressive. Ceux qui se présentaient comme l'alternative centriste, comme l'ancien président Carlos Mesa, furent impitoyablement attaqués de toutes parts, ce qui a réduit leurs possibilités de concurrencer directement le MAS. La liste d'extrême-droite représentée par le dirigeant civique (régionaliste) Luis Fernando Camacho n'a pas non plus été en mesure de concurrencer le MAS lors de cette campagne. Ayant comme unique proposition et mot d'ordre le non retour du « dictateur » et incarnant en grande partie les erreurs du gouvernement de transition, toutes les listes concurrentes du MAS n'ont jamais pu remonter dans les sondages et les enquêtes d'opinion. La liste du MAS emmenée par le binôme Luis Arce – David Choquehuanca obtient 55,1% des suffrages exprimés, Mesa 28,3% et Camacho 14%.

L'explication d'un tel vote pour le MAS après un an éloigné du pouvoir, des dirigeants persécutés, la moquerie systématique et l'intimidation publique sur les réseaux, ont une première réponse : la méconnaissance des partis concurrents quant à la composition ethnico-culturelle de ce pays où plus de 80% de la population a une ascendance autochtone ou populaire ressentie. Malgré les critiques justifiées des abus commis par Evo Morales, la minorité blanche/métisse s'opposant au MAS n'avait pour cette population que très peu de légitimité pour fouler aux pieds les droits conquis, en particulier le premier d'entre eux : la dignité d'être autochtone qui s'est vue systématiquement lésée durant la campagne menée par l'opposition au MAS et qui a rayé plusieurs fois dans le racisme le plus récalcitrant. Un second élément d'explication est l'incapacité pour les candidats en concurrence avec le MAS de se détacher du gouvernement transitoire et de ses actions, finissant par incarner sa gestion catastrophique de la crise. Enfin, et en lien avec le point précédent, les opposants au MAS n'ont jamais été capables de porter une proposition électorale consistante allant au-delà de la critique de la gestion politique de Evo Morales au cours des 14 dernières années et cela, alors même que le MAS ne proposait rien de significativement nouveau dans son programme pour 2019 et 2020.

Durant la cérémonie de mandature, le message du Vice-président David Choquehuanca eût un large impact dans le champ politique, tant pour son contenu plutôt conciliateur que par la personnalité même de son émetteur. Le dirigeant aymara est l'un des

représentant les plus légitime aux yeux des peuples autochtones et auprès de l'intelligentsia urbaine. Il est aussi celui qui avait pris ses distances avec sa propre formation politique lorsque des positions sectaires commençaient à prédominer en son sein. Dans son discours d'investiture, le Vice-président a revendiqué le début d'une ère nouvelle, un nouveau Pachacutik : « un soleil nouveau et une expression nouvelle dans le langage de la vie où l'empathie pour l'Autre ou le bien collectif se substitue à l'individualisme égoïste...C'est le moment de redevenir *Jiwasa* (nous-même comme un tout), ce n'est pas moi, c'est Nous ».

Il souligna également que les autochtones étaient encore vivants et qu'ils continuaient d'être une référence pour la construction d'une société plus juste, solidaire et incluante. Cela fût comme une bouffée d'air frais qui a permis de détendre, au moins pour un temps, les tensions propres à la société bolivienne craignant aussi que le retour au pouvoir du MAS puisse signifier le début d'un nouveau cycle de polarisation et de revanche politique qui, malgré les souhaits de l'opposition n'apparaît pas d'actualité.

Situation des territoires autochtones

Cette année 2020 a une nouvelle fois été marquée par de voraces incendies dans l'Est du pays. 7 144 foyers de chaleur ont été enregistrés dans 48 territoires autochtones¹². Cette nouvelle situation désastreuse est venue s'ajouter à la pandémie et a contribué à mettre certains peuples autochtones dans une situation extrême de précarité et de fragilité. C'est le cas du peuple Ayoreo qui a entrepris un vaste mouvement de migration hors de ses territoires¹³. De même, l'impact sur les familles en état d'isolement volontaire s'avère inquiétante dans la juridiction de Charagua Iyambae (région du Chaco) où l'on pense redéfinir les aires de protection pour ces groupes après la disparition quasi-totale des forêts qu'ils occupaient.

La nouvelle vague d'incendies a soulevé la question de la volonté réelle de l'État de préserver les forêts primaires et de mener une politique générale de conservation et d'utilisation responsable des ressources naturelles. Dans ce contexte, le gouvernement de transition dirigé par Jeanine Áñez a approuvé un ensemble de normes propices au développement des cultures transgéniques avec l'adoption du Décret suprême 4232/20 qui autorise les semences génétiquement modifiées de maïs, de canne à sucre, de coton et de blé. Opposée à cette perspective, la Nation guaraní et plusieurs organisations environnementalistes ont mené une « action populaire ». Le gouvernement actuel (MAS) a ouvert la possibilité d'abroger le décret polémique lors d'une discussion technique sur les politiques de développement agricole.

État d'avancement des procédures d'accès au statut d'Autonomie *Indigène-Originaires-Paysanne* (AIOC)

Avec l'assouplissement des mesures sanitaires (levée du confinement), l'agenda pour l'accès à l'autonomie autochtone des territoires a pu reprendre progressivement son cours. La constitution de gouvernements autochtones dans des municipalités ou des territoires spécifiques est un droit établi par la Constitution de 2009. La procédure d'accès à ce type d'autonomie administrative et politique est régulée par cette même Constitution et par la Loi Cadre des Autonomies qui définissent une série interminable d'étapes administratives obligeant les peuples à recourir auprès des 4 pouvoirs d'État

avant d'avoir l'opportunité d'élire leurs propres autorités et organiser leurs propres gouvernements. Sur les 36 procédures en cours, seules 3 d'entre elles ont abouti à la constitution d'une « autonomie autochtone », les autres ayant été suspendues par des conflits internes ou empêtrées dans le cheminement périlleux de la procédure composée d'une douzaine d'étapes administratives et juridiques. Sur les 33 demandes d'autonomie autochtone en cours, 24 se situent dans la région andine et seulement 9 dans celle des Basses Terres où le nombre officiel de peuples autochtones est pourtant plus élevé. Parmi les procédures les plus avancées dans cette zone, signalons celles du Territoire Autochtone Multiethnique (TIM 1) et du Territoire du peuple Kabineño situés dans le département du Beni, et du Territoire de la Nation Monkox de Lomerío situé dans le département de Santa Cruz.

Le TIM et Lomerío sont engagés dans la dernière étape de la procédure d'accès à l'autonomie autochtone qui consiste à faire valider par l'État les statuts d'autonomie et de conformation du gouvernement local. Les peuples concernés ont bon espoir d'atteindre leur but au cours des prochains mois malgré les impasses bureaucratiques que l'État peut fréquemment présenter et qui, par expérience a pu, au cours de la dernière décennie, ralentir bon nombre de procédures menées par les peuples autochtones du pays pour accéder à cette autonomie institutionnelle.

Notes et Références

1. INE 2017, sobre consulta para el Navegador Indígena –Bolivia.
2. Esta sucesión fue avalada por el del Tribunal Constitucional amparados en el fallo 0003/01.
3. Esta particular situación político/institucional abona la tesis que el gobierno transitorio de Añez estuvo lejos de ser una "dictadura", pese a su autoritaria forma de gobernar.
4. Incluso estando detenida se privó a los diputados visitarla para corroborar su estado de salud en la cárcel. Pagina siete "Impiden que comisión de diputados visite a Patricia Hermosa" 16 de junio de 2020.
https://www.paginasiete.bo/seguridad/2020/6/16/impiden-que-comision-de-diputados-visite-patriciahermosa258559.html?fbclid=IwAR1_6PCDnnh0BiuiNjmRvQq0iE9TGkAS35Ek-GIOxV0fKyD-f1Vlvq9xzOro
5. La CIDH y varios organismos impugnaron públicamente la adopción del D.S. 4078/20 del 14 de noviembre que autorizaba a la fuerza pública a intervenir en conflictos dejándolos impunes respecto a los excesos que pudieran cometer (Art. 3). El gobierno abrogó dicha norma 14 días después. A través del D.S. 4231/20 el gobierno se había dado la atribución de perseguir y castigar a quienes difundieran noticias que causarían "zozobra" en la población lesionando el derecho de libertad de expresión. Los Tiempos. 13 de mayo de 2020.
https://www.lostiempos.com/actualidad/pais/20200513/derechos-humanos-onu-pide-modificar-ds-4231-no-criminalizar-libertad?fbclid=IwAR36_cXl9wFhjwAiSw6Q57lu71GPxcOm1UyZLWhGWA5_30y1wlUsneBLJow#
6. Evo Morales aprobó el D.S. 2310/19 con el que se facultaba a negociar el litio del Salar de Uyuni, principal sitio turístico de Bolivia, entregando a una desconocida empresa alemana. Esto motivó el inicio de las movilizaciones en Potosí antes incluso de las elecciones, en tanto se dejaba a este departamento sin regalías y posibilidades de generación de trabajo para sus habitantes, en violación expresa a la Constitución. Finalmente, Evo derogó el decreto como una forma de aplacar las movilizaciones. DW. "Evo Morales deroga el decreto de empresa mixta de litio con una firma alemana."
<https://www.dw.com/es/evo-morales-deroga-el-decreto-de-empresa-mixta-de-litio-con-una-firma-alemana/a-51100894>
7. Debido a que el Tribunal Supremo Electoral (TSE), que administró las elecciones de 2019, fue cesado por las graves denuncias de haber sido parte de las irregularidades relevadas por la OEA, incluso después detenidos bajo esa acusación, el TSE fue reemplazado con sus siete miembros elegidos a partir de ternas de "notables" propuestos por las diferentes fuerzas políticas, incluido el MAS. El del TSE fue designado directamente por la presidenta Añez, el Dr. Salvador Romero Ballivián, prestigioso profesional del derecho, otros dos vocales provienen de sectores afines al MAS y los otros dos de sectores críticos a la gestión de Evo Morales.
8. Vargas Delgado, Miguel. "Entre el abandono y el etnocidio: pueblos indígenas y COVID-10 en Bolivia." *Debates Indígenas*, 1 de julio de 2020. <https://www.deba2-tesindigenas.org/notas/55-abandono-etnocidio.html>
9. Ministerio de Economía y Finanzas Públicas. "En todo el país se realizaron 8 millones de pagos en bonos sociales." 2 de junio de 2020. <https://www.econo-miayfinanzas.gob.bo/en-todo-el-pais-se-realizaron-8-millones-de-pagos-enbonos-sociales.html>
10. CEJIS. "Cartilla de medidas básicas de bioseguridad frente al COVID-19 para las comunidades del TIM I, Beni." 28 de diciembre de 2020. <https://www.cejis.org/cartilla-de-medidas-basicas-de-bioseguridad-frente-al-covid-19-para-las-comunidades-del-tim-i-beni/>
11. Monasterio Mercado, Fátima. "Remedios del monte: indígenas amazónicos de Bolivia lanzan un recetario de medicinas ancestrales". *Debates Indígenas*, 11 de mayo de 2020. <https://www.debatesindigenas.org/notas/45-remedios-del-monte.html>
12. CEJIS. "Reporte de focos de calor acumulados entre el 1 y el 30 de noviembre de 2020." 14 de diciembre de 2020. <https://www.cejis.org/reporte-de-focos-decalor-acumulados-entre-el-1-y-el-30-de-noviembre-de-2020/>
13. ORÉ Bolivia. "Recuperación del hábitat del pueblo ayoreo después de los incendios en la región

Leonardo Tamburini est directeur exécutif de ORÉ-Organización de apoyo Legal y Social (Bolivia). Il est avocat pour la Università degli Studi di Macerata (Italie), ancien directeur du *Centro de Estudios Jurídicos e Investigación Social (CEJIS)* en Bolivie et consultant auprès du peuple Guaraní pour l'Autonomie Guaraní de Charagua Iyambae.

Source : IWGIA, *El Mundo Indígena 2021*

Traduction pour le GITPA par **Laurent Lacroix**,
membre du réseau des experts du GITPA pour l'Amérique latine
et membre de son Conseil consultatif